

La cour des comptes rend sa copie

*« Philippe Séguin a démontré par ses actes que la nation républicaine, c'était pour rire ...
Le séguinisme a été une étape nécessaire pour les hommes politiques d'origine gaulliste
qui acceptent aujourd'hui ...la transformation de la France en satellite des Etats-Unis »
Emmanuel TODD, in *Après la démocratie*, pp.29-30*

Entamée sous l'autorité de feu Philippe SEGUIN, la première évaluation globale de l'objectif que s'est fixé l'Education Nationale, celui de la réussite scolaire de tous les élèves, par la Cour des Comptes, a été rendu publique par le nouveau Premier Président, Didier MIGAUD, en même temps qu'il remettait son premier rapport annuel.

Pendant 3 ans une enquête a été menée dans une soixantaine d'établissements scolaires répartis dans 6 académies françaises et dans 3 pays limitrophes, la Suisse, l'Espagne et le Royaume Uni.

Avec la même unanimité qui avait rendu hommage, lors de son décès, à Philippe SEGUIN, alors que ce personnage haut en couleurs ne fut pas le parangon de la fidélité politique, le monde politico-médiatique se rue sur les conclusions, et les recommandations, de la Cour des Comptes pour fustiger l'Education Nationale.

Ce qu'il y a de bien dans ce rapport, c'est qu'il y a tout et son contraire : par exemple, pour ceux qui prônent la diminution des dépenses en matière éducative, le rapport dit qu'il y a en effet assez d'argent comme ça ... Inversement pour ceux qui réclament à cors et à cris plus de moyens pour faire face aux nouveaux besoins, le rapport estime qu'il faut répartir les moyens en fonction des besoins, qu'il faut les recenser pour chaque élève, puis enlever à Paul de quoi donner à Mohammed.

Pour la Cour des Comptes, mais c'est son boulot, les dysfonctionnements de l'Ecole tiennent aux (mauvais) choix en matière d'organisation et de gestion ... Splendide nouveauté !

Les dimensions pédagogiques de ces dysfonctionnements ne sont prises en compte qu'indirectement, par la dénonciation, par exemple, de l'égalitarisme tout en déplorant que certains milieux sociaux donnent moins de 20 % de bacheliers d'enseignement général ; cela revient à dire, sans l'écrire noir sur blanc, qu'il faut liquider l'enseignement pro - et un peu plus vite que ça - pour que ceux qui sont parqués dans les LP préparent des baccalauréats « nobles » du genre bac S qui envoie de toute façon ses détenteurs en BTS ou en IUT ! Vieille obsession de la gôche, du SNES au Recteur FORESTIER !

Mais ce n'est pas parce que la copie n'est pas toujours originale qu'elle est nécessairement mauvaise. Dire que les inégalités sociales ne sont pas gommées mais plutôt accentuées par le fonctionnement actuel du système éducatif n'est pas inexact. Encore faudrait-il que les insinuations sous-jacentes ne soient pas anti-républicaines.

Or elles le sont.

Différencier les moyens d'enseignement en fonction des établissements, pourquoi pas ? Mais dans quelles limites ? Par exemple, la création prochaine des internats d'excellence peut aller dans le sens d'une aide véritable aux élèves qui en ont réellement et socialement besoin. Mais cette notion de différenciation peut aller aussi dans le sens du renforcement des ghettos scolaires socialement déterminés, les lycées Henri IV des grands centres-ville et les

lycées des périphéries urbaines. Une recommandation, que son arrière goût démagogique rend suspect, vise à ce que les profs ne soient plus affectés selon les points de leur barème, mais selon les besoins des écoles, ce qui serait un excellent moyen, n'est-ce pas, de casser ce sacro-saint corporatisme de la profession ...

Soit ! Ce brillant agrégé frais émoulu de Normale-Sup pour Louis le Grand, et ce collègue, qui depuis 6 ans trime dans un collège de zone prioritaire, qu'il y reste puisqu'il a acquis l'expérience qui convient à ce type d'établissement !

Bien entendu, Didiet MIGAUD, demande plus d'autonomie pour les établissements et préconise que leurs directeurs puissent recruter certains personnels enseignants ... La fameuse LOLF, déjà en fonctionnement, permet d'ailleurs de le faire ...

Cela, et le SNCA e.i.L. Convergence le dit depuis longtemps, conduit au choix anglo-saxon d'une école communautarisée. Il est évident que les recommandations de la Cour des Comptes ne démentent pas les choix implicites du grand homme Philippe SEGUIN !

Le SNCA e.i.L. Convergence ne dit pas que l'Ecole Républicaine a failli à sa mission émancipatrice et progressiste : il affirme que les dirigeants en charge de l'institution scolaire publique l'ont sabotée soit par incurie, soit par inertie mais toujours par idéologie anti-laïque et anti-républicaine, et cela depuis des décennies.

Revenons aux « besoins » des élèves. Comment les déterminer ? Socialement ? On en revient à Paul et Mohammed ... Scolairement ? C'est-à-dire à partir des aptitudes de chaque élève, expérimentées dans tous les domaines qui permettent à sa personnalité de se révéler et de se construire. Et là, il y a des pans entiers de la formation initiale à reprendre en compte qui ne doit plus s'arc-bouter sur la seule pratique conceptuelle mais libérer aussi la pédagogie du geste.

L'orientation est à revoir dans sa totalité aussi bien dans sa manie de fonctionner par flux statistiques que dans ses présupposés inavoués ethno-socio-culturels.

Le SNCA e.i.L. Convergence a montré, dans sa motion générale de congrès de janvier 2010, comment il voyait s'élaborer cette orientation personnalisée et adaptée pendant les années de collège et il redit que le nœud gordien à trancher pour rendre l'Ecole à la République est celui de l'orientation.

La copie de Monsieur le Premier Président n'est donc pas à améliorer sur tel ou tel point, elle est à déchirer.